

DECISION DU PRESIDENT N° 149-25

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : MISE EN PLACE D'UNE INJECTION DE CHLORURE FERRIQUE POUR TRAITEMENT DE L'H2S AU NIVEAU DU BASSIN D'AERATION DE LA STEP LES BROUZILS + COMPLEMENTS AVEC UN NEUTRALISANT

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 11 avril 2024, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 221 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant la nécessité de résoudre des problèmes de remontée d'odeurs de la station.

Considérant l'offre de l'entreprise KLEARIOS de Sélestat (67) pour un montant de 9 890.00 € H.T,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer à l'entreprise KLEARIOS de Sélestat (67) pour la mise en place d'une injection de chlorure ferrique pour traitement de l'H2S au niveau du bassin d'aération de la step Les Brouzils + Compléments avec un Neutralisant, pour un montant 9 890.00 € H.T.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget annexe assainissement.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint-Fulgent, le 6 juin 2025

Le Président
Jacky DALLET

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.